

Siège :

9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 JANVIER 2017
D26012017/013**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET,
Gilles COUTREAU, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON,
Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN,
Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE,
Pascal ABIVEN, Daniel JAFFRELOT, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC,
Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG,
Tony TRIJOULET, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Laurent PEYRONDET (pouvoir à Jérémy BOISSON)
Michel BAUER (pouvoir à Pascale MARZAT)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Marie LASSERRE)
Isabelle LAPALU (pouvoir à Gilles COUTREAU)
Jean-Louis DUCLOU (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Anne WISNIEWSKI, Jean-Paul LE GLATIN (démissionnaire)

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE :

Marie LASSERRE

Objet : DEMATERIALISATION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE

Rapporteur : Serge LAPORTE, 3^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

Le recours aux échanges électroniques pour le contrôle de légalité est prévu par l'alinéa 3 des articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Pour cela, les collectivités concernées doivent, en application des articles R. 2131-3, R. 3132-1 et R. 4142-1 du CGCT, signer avec le représentant de l'Etat dans le département ou dans la région (pour les régions) une « convention de télétransmission ». Elle a pour objet :

- de porter à la connaissance des services préfectoraux le dispositif utilisé afin qu'ils soient en mesure de vérifier s'il est homologué dans les conditions prévues à l'article R. 2131-1 du CGCT ;
- d'établir les engagements respectifs des deux parties pour l'organisation et le fonctionnement de la transmission par voie électronique.

La convention relève de l'engagement bilatéral entre le représentant de l'Etat et la collectivité et permet de décliner localement les modalités de mise en œuvre de la transmission par voie électronique.

- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes

des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 ;
- Considérant que la Communauté de Communes Médoc Atlantique souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Il est proposé au conseil communautaire :

- ➔ de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité
- ➔ d'autoriser la signature du contrat proposé par BL Echanges Sécurisés pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité
- ➔ d'autoriser le Président à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de la Gironde, représentant l'Etat à cet effet
- ➔ d'autoriser le Président à signer le contrat de souscription entre la collectivité et Berger Levraut pour la délivrance des certificats numériques.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 17/01/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- Vu le projet de convention,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité
- d'autoriser la signature du contrat proposé par BL Echanges Sécurisés pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité
- d'autoriser le Président à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de la Gironde, représentant l'Etat à cet effet
- d'autoriser le Président à signer le contrat de souscription entre la collectivité et Berger Levraut pour la délivrance des certificats numériques.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 26 JANVIER 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer

CONVENTION PORTANT PROTOCOLE DE MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES DES COLLECTIVITES LOCALES

COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 139, et le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 pris pour son application, autorisent la transmission des actes des collectivités et des établissements publics de coopération intercommunale par voie électronique.

La présente convention relative à l'expérimentation de la télétransmission est destinée à préciser les conditions de mise en œuvre de la télétransmission des actes à la préfecture de la Gironde.

A cette fin, il a été convenu ce qui suit:

Article 1 Parties prenantes à la convention

Cette convention est passée entre :

- 1) La préfecture de la Gironde
représentée par M. Thierry SUQUET, Secrétaire Général
- 2) La Communauté de Communes Médoc Atlantique
représentée par M. Xavier PINTAT, président de la Communauté de Communes Médoc Atlantique
dénommée collectivité

Article 2 Dispositif utilisé

2.1 Référence du dispositif homologué

Le dispositif de télétransmission utilisé par l'établissement public de coopération intercommunale est la plate-forme d'échanges :

2.2 Informations nécessaires au raccordement du dispositif

2.2.1 : Trigramme identifiant ITC : BLE:

2.2.2 : L'établissement public de coopération intercommunale concerné par la présente convention a les coordonnées suivantes :

Numéro SIREN : 200 070 720

Nom : MEDOC ATLANTIQUE

Nature : COMMUNAUTE DE COMMUNES

Adresse postale: 9 rue du Maréchal d'Ornano 33780 SOULAC SUR MER

2.2.3 : Les coordonnées des opérateurs exploitant le dispositif sont les suivantes:

Numéro de téléphone : 0820 35 35 35

Adresse de messagerie : contact@berger-levrault.com

Adresse Postale : BERGER-LEVRAULT 64 rue Jean Rostand 31670 LABEGE

Article 3 Engagements sur l'organisation de la mise en œuvre de la télétransmission

3.1 Clauses nationales

3.1.1 Prise de connaissance des actes

L'établissement public de coopération intercommunale s'engage à transmettre au préfet des actes respectant les formats définis par la norme d'échange, immédiatement lisibles par le préfet, et exempts de dispositifs particuliers (notamment de protection par des mots de passe).

Le préfet prend effectivement connaissance des actes dématérialisés, un accusé de réception électronique ayant été délivré automatiquement pour chaque acte avec identifiant unique propre à cet acte.

3.1.2. Confidentialité

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale fait appel à des prestataires externes, participant à la chaîne de télétransmission, et mandatés à la suite d'une procédure de commande publique les liant à l'établissement public de coopération intercommunale, il est strictement interdit à ces prestataires d'utiliser ou de diffuser les données contenues dans les actes soumis au contrôle de légalité à d'autres fins que la transmission de ces actes au représentant de l'Etat.

Enfin, il est interdit de diffuser les informations, fournies par les équipes techniques du Ministère de l'intérieur, (MI), permettant la connexion du dispositif aux serveurs du MI pour le dépôt des actes (mots de passe, etc.), autres que celle rendues publiques dans la norme d'échange. Ces informations doivent être conservées et stockées de façon à ce qu'elles soient protégées de tentatives malveillantes d'appropriation.

3.1.3. Support mutuel de communication entre les deux sphères

Dans le cadre du fonctionnement courant de la télétransmission, les personnels de l'établissement de coopération intercommunale et ceux de la préfecture peuvent se contacter mutuellement pour s'assurer de la bonne transmission des actes et diagnostiquer les problèmes qui pourraient survenir.

Coordonnées Préfecture :

Adresse : Préfecture de la Gironde Esplanade Charles de Gaulle
33077 Bordeaux cedex

Téléphone : 05 56 90 63 30

Télécopie : 05 56 90 61 25

Courriel : pref-collectivites-locales@gironde.gouv.fr

Coordonnées de l'établissement public de coopération intercommunale :

Adresse 9 rue du Maréchal d' Ornano

Téléphone 05.56.73.29.26

Télécopie 05.56.73.65.90

Courriel sg@pointe-medoc.fr

Par ailleurs, le dispositif de télétransmission relevant de la « sphère collectivités locales » et les équipes du MI, prévoient un support mutuel (par téléphone et messagerie, du lundi au vendredi, aux heures ouvrées), permettant le traitement des incidents et des anomalies ne pouvant être traités au niveau local. Les délais de réponse aux sollicitations ne peuvent excéder une demi-journée.

Le service en charge du support au MI ne peut être contacté que par un opérateur identifié grâce aux informations déclinées au paragraphe 2.2.3 du dispositif de l'établissement public de coopération intercommunale, c'est à dire, dans le cas d'un dispositif avec tiers de télétransmission, par un contact identifié du tiers de télétransmission. Les contacts directs entre l'établissement public de coopération intercommunale et le service de support du MI étant strictement exclus (le tiers de télétransmission doit mettre en place des moyens suffisant pour centraliser et traiter l'ensemble des demandes des collectivités et des établissements publics de coopération intercommunale faisant appel à lui).

Les coordonnées auxquelles les opérateurs du dispositif de télétransmission peuvent contacter les équipes de support du ministère de l'intérieur auront été fournies lors de l'homologation du dispositif.

Les seuls cas dans lesquels il est possible de contacter directement le support mis en place par le MI sont exclusivement :

- l'indisponibilité des serveurs du MI ;
- un problème de transmission d'un fichier ;
- les questions relatives à la sécurité des échanges (en particulier les changements de mots de passe ou d'adresses de connexion) et au raccordement du dispositif ;
- les mises à jour de l'homologation et du cahier des charges d'homologation.

Ces prises de contact se font exclusivement en utilisant les coordonnées fournies par le MI à cet effet. En particulier, l'adresse émetteur utilisée par les équipes techniques du MI dans les transmissions de données de la sphère MIOMCTI vers la sphère collectivités ne doit pas être utilisée, que ce soit pour contacter le support ou faire part d'une anomalie.

De façon symétrique, seule l'équipe de support du MIOMCTI pourra contacter les opérateurs du dispositif de télétransmission de l'établissement public de coopération intercommunale, aux coordonnées indiquées au paragraphe 2.2.3.

3.1.4. Interruptions programmées du service

Pour les besoins de maintenance du système, le service du MI pourra être interrompu 1/2 journée par mois en heures ouvrables. Les équipes techniques du MI avertiront les services de support des dispositifs de télétransmission des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale trois jours ouvrés à l'avance.

Durant ces périodes, les collectivités et établissements publics de coopération intercommunale peuvent, en cas de nécessité et d'urgence, transmettre des actes sur support papier.

3.1.5 Suspensions d'accès

Le ministère de l'intérieur, dans les conditions prévues aux articles R 2131-4, R 3131-4 et R 4141-4 du code général des collectivités territoriales peut suspendre l'accès aux serveurs de réception des actes si les flux en provenance d'une collectivité ou d'un établissement de coopération intercommunale sont de nature à compromettre le fonctionnement général de l'application.

Les suspensions peuvent être opérées dans l'urgence pour des motifs de sécurité générale (par exemple détection d'un virus, même véhiculé de manière involontaire dans un flux en provenance d'une collectivité ou d'un établissement public de coopération intercommunale).

Dans le cas d'une suspension sur l'initiative du représentant de l'Etat, la suspension ne porte que sur des collectivités et établissements publics de coopération intercommunale concernés par l'incident. Cette suspension fait l'objet d'une notification concomitante du représentant de l'Etat à la (ou aux) collectivité(s) et établissement(s) public(s) de coopération intercommunale concerné(s) afin que ceux(s) ci transmette(nt) les actes sur support papier.

Dans le cas d'une suspension sur l'initiative des services techniques du MI, cette suspension peut porter sur un dispositif, et donc concerner l'ensemble des collectivités et établissements publics de coopération intercommunale utilisateurs de ce dispositif. Dans ce cas, cette suspension, entraîne un contact direct entre les équipes techniques du ministère et les opérateurs du dispositif, dans les conditions prévues au paragraphe 3.1.3. L'information des collectivités et établissements publics de coopération intercommunale concernés doit être assurée par les opérateurs du dispositif.

3.1.6. Renoncement à la télétransmission

Le décret en Conseil d'Etat pris en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales reconnaît aux collectivités territoriales ayant choisi de transmettre leurs actes par la voie électronique la possibilité de renoncer à ce mode de transmission.

Dans cette hypothèse, l'établissement public de coopération intercommunale informe sans délai le représentant de l'Etat de sa décision de renoncer à la télétransmission en précisant expressément la date à compter de laquelle ce renoncement prend effet. Il appartient à l'établissement public de coopération intercommunale de préciser également si ce renoncement porte sur la totalité des actes jusqu'alors télétransmis ou ne s'applique qu'à certains d'entre eux.

A compter de cette date, les actes de l'établissement public de coopération intercommunale doivent parvenir au représentant de l'Etat sur support papier.

Dans l'hypothèse où la décision de l'établissement public de coopération intercommunale consiste à renoncer à la transmission de la totalité de ses actes par la voie électronique, la convention a vocation à être suspendue par le représentant de l'Etat.

3.2. Clauses optionnelles

3.2.1. Classification des actes

L'établissement public de coopération intercommunale s'engage à respecter la classification en matière, et à ne pas volontairement transmettre un acte dans une classification inadaptée. Il en est de même pour toutes les informations associées aux actes ou courriers transmis.

La classification comprend trois niveaux.

3.2.2. Tests et formations

Des transmissions fictives pourront être effectuées, soit dans le cadre de tests de bon fonctionnement, soit dans le cadre de formations.

Afin d'éviter que ces données fictives puissent se confondre avec des données réelles, l'objet des actes fictifs commencera par les caractères 'TEST' faisant apparaître explicitement qu'il s'agit d'une transmission fictive.

3.2.3. Types d'actes télétransmis

Les catégories d'actes ayant vocation à être transmis au représentant de l'Etat exclusivement par la voie électronique sont :

Tous les actes

En ce qui concerne les actes budgétaires, seront transmis l'ensemble des décisions budgétaires correspondant à un exercice budgétaire complet (budgets primitifs, comptes administratifs, budgets annexes, budgets supplémentaires et décisions modificatives) sous la forme des maquettes budgétaires et comptables prévues.

Les délibérations accompagnées de pièces annexes pourront être transmises par voie papier. En tout état de cause, la double transmission d'un même acte (par voie électronique et par voie papier) est interdite.

ARTICLE 4 VALIDITE ET ACTUALISATION DE LA CONVENTION

4.1. *Durée de validité de la convention*

La présente convention prend effet à partir du 01 février 2017

Une nouvelle convention sera conclue en cas de changement de dispositif.

Sur la base du décret précité, l'application de la présente convention peut être suspendue par le préfet si celui-ci constate des altérations graves du fonctionnement du dispositif de télétransmission ou qu'il est empêché de prendre connaissance des actes transmis.

4.2. *Clauses d'actualisation de la convention*

Entre deux échéances de reconduction de la convention, certaines de ses clauses doivent pouvoir faire l'objet d'une actualisation.

Cette actualisation peut être rendue nécessaire par :

- des évolutions extérieures et indépendantes de la volonté des parties contractantes et conduisant à des modifications du cahier des charges national (par exemple, pour prendre en compte des évolutions technologiques et juridiques, d'intérêt général, ayant un impact sur la chaîne de télétransmission),
- par la volonté des deux parties de modifier certaines des modalités de mise en œuvre de la télétransmission initialement définies.

Dans le premier cas, un arrêté du ministre de l'intérieur portera modification du cahier des charges national. Dans l'hypothèse où les modifications ainsi apportées au cahier des charges national auraient une incidence sur le contenu de la convention, celle-ci doit être révisée sur la base d'une concertation entre le représentant de l'Etat et la collectivité.

Dans le second cas, l'opportunité d'actualiser la convention est laissée à l'appréciation commune des parties.

Dans les deux cas, la convention pourra être actualisée sous forme d'avenants.

Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et le président du syndicat de ... sont chargés de l'exécution de la présente convention.

Fait à Bordeaux
Le ...

M. Thierry SUQUET
Secrétaire Général
de la préfecture de la Gironde

Xavier PINTAT
Président de la Communauté
de Communes Médoc Atlantique